



Maël de Quelen

Architecte des Monuments Historiques

Restauration

Monuments historiques & demeures privées

27, passage du Caire - 75002 Paris

Tél : 90 54 80 95 85

maeldequelen@gmail.com

Siret : 809 306 236 00013 – APE 7111Z

CARCASSONNE

CATHEDRALE SAINT-MICHEL

SECURISATION GENERALE VIS-A-VIS DU RISQUE INCENDIE

DOCUMENTS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

CCTP

LOT 01 – MAÇONNERIE – PIERRE DE TAILLE



Mai 2026

SOMMAIRE

CLAUSES GENERALES PROPRES AU LOT	2
1. PRESTATIONS DUES AU PRESENT CORPS D'ETAT	2
1.1 OBJET DU PRESENT CCTP	2
1.2 TRAVAUX INCLUS DANS LE FORFAIT	2
1.3 ETUDES, ESSAIS ET PLANS.....	3
1.4 ETUDES D'EXECUTION	3
1.5 DOCUMENTS ET PRESTATIONS A FOURNIR	3
1.5.1 AU DEBUT DU CHANTIER.....	3
1.5.2 EN COURS DU CHANTIER	4
1.5.3 EN FIN DE CHANTIER.....	4
1.6 PRESCRIPTIONS GENERALES ET PARTICULIERES.....	4
1.6.1 COORDINATION INTER-ENTREPRISES.....	4
1.6.2 COORDINATION - HYGIENE ET SECURITE - SANTE	4
1.7 CARACTERE GLOBAL ET FORFAITAIRE	5
1.8 TRAITEMENT DES DECHETS DU PRESENT LOT	6
1.9 QUALITE ENVIRONNEMENTALE	7
2. SPÉCIFICATIONS REGLEMENTAIRES ET TECHNIQUES PARTICULIERES	7
2.1 PRESCRIPTION GENERALES	7
2.1.1 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS	7
2.1.2 DOCUMENTS OFFICIELS DE REFERENCE.....	7
2.1.3 NATURE DE LA REGLEMENTATION	7
2.1.4 DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES (D.T.U.)	8
2.1.5 NORMES	8
2.2 OBSERVATION SUR LA REDACTION DU C.C.T.P.	8
2.3 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES – DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE.....	8
2.4 PIECES A FOURNIR AVEC SON OFFRE.....	9
2.5 HYGIENE SECURITE.....	9
3. DESCRIPTION DES TRAVAUX.....	11
3.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	11
3.1.1 PANNEAU DE CHANTIER.....	11
3.1.2 INSTALLATION ELECTRIQUE	12
3.1.3 BRANCHEMENT EAU – EVACUATION	12
3.1.4 AMENAGEMENT DE CHANTIER.....	12
3.1.5 CLOTURE DE CHANTIER	13
3.2 ECHAFAUDAGE, AGRES ET PROTECTIONS.....	14
3.2.1 ECHAFAUDAGES DE PIEDS	14
3.3 TRAVAUX DE MAÇONNERIE	15
3.3.1 AGRANDISSEMENT PASSAGE	15
3.3.2 CALFEUTREMENT	15
3.3.3 TRAVAUX D'ACCOMPAGNEMENT – COLONNE SECHE (LOT 03).....	16
3.3.4 TRAVAUX D'ACCOMPAGNEMENT – ELECTRICITE (LOT 04).....	16
3.3.5 DESCENTE EP - OPTION	16
3.4 TRAVAUX DIVERS	17
3.4.1 ETAT DES LIEUX	17
3.4.2 STOCKAGE	17
3.4.3 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)	17

CLAUSES GENERALES PROPRES AU LOT

1. PRESTATIONS DUES AU PRESENT CORPS D'ETAT

1.1 OBJET DU PRESENT CCTP

Les ouvrages détaillés dans le cadre du présent CCTC concernent les travaux entrant dans le cadre de l'opération ci-dessous désignée :

EGLISE SAINT-MICHEL

A

CARCASSONNE

SECURISATION GENERALE VIS-A-VIS DU RISQUE INCENDIE

Les travaux de cette opération intéressent les corps d'état suivants :

Lot 01 – Maçonnerie – Installations de chantier

Lot 02 – Menuiserie - Cloison

Lot 03 – Plomberie - Colonne sèche

Lot 04 – Electricité

Lot 05 – SSI

Lot 06 – Caméra thermique

Lot 07 - VRD

Bien que chaque lot soit présenté et décrit en marché séparé, les travaux sont techniquement liés entre eux. Chaque entrepreneur ou sous-traitant devra prendre connaissance de l'ensemble du projet afin de prévoir toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de son lot. Chaque lot doit l'interface avec le lot avec lequel il a la réalisation d'un ou plusieurs ouvrages communs.

Détail du corps d'état concerné par le présent CCTP :

Lot 01 – Maçonnerie – Installations de chantier

Le présent document ainsi que les documents contractuels, ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description détaillée de tous les matériaux, ouvrages, détails et accessoires, il reste entendu que seront compris, non seulement tous les travaux indiqués aux pièces du présent dossier, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction, suivant toutes les règles de l'Art, les règlements et normes en vigueur, ainsi que les règles élémentaires de l'esthétique.

Le présent descriptif a pour but de faire connaître le programme de la construction et le mode d'exécution, il n'est pas limitatif.

1.2 TRAVAUX INCLUS DANS LE FORFAIT

Sont comprises les prestations suivantes :

- La participation aux réunions de coordination et pilotage de chantier.
- La fourniture des renseignements techniques concernant les divers travaux.
- La fourniture des informations de délais d'exécution pour établissement du calendrier des travaux.
- La fourniture des plans de réservations.
- La réception des supports débarrassés de tous gravats et déchets.
- Le constat du trait de niveau.
- Les plans d'exécution et de fabrication des ouvrages.
- Tous les échafaudages nécessaires, sans plus-value pour hauteur.
- Les étalements nécessaires.
- Les dispositifs provisoires de protection contre la chute des personnes (fermeture des vides et trémies, garde-corps, etc..).
- Les avis techniques et procès-verbaux des matériaux.
- La fourniture de prototypes et d'échantillons des matériaux à la demande du Maître d'œuvre.

- Le tracé des trous de scellement.
- Le calfeutrement au mortier de chaux après pose des menuiseries.
- Le stockage sur le chantier.
- La fourniture et la pose des éléments nécessaires à la réalisation des traversées d'ouvrages.
- Les remises en état éventuelles d'ouvrages ou parties d'ouvrages ayant subi des détériorations.
- Les frais de contrôle et essais physiques et mécaniques imposés par le DTU.
- Le nettoyage et enlèvement de gravats après chaque intervention.
- Les travaux de finition avant réception.
- Les sujétions des ouvrages défectueux à la réception des travaux.
- La fourniture du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et du dossier des interventions ultérieures sur les ouvrages (DIUO).

1.3 ETUDES, ESSAIS ET PLANS

L'entreprise du présent lot devra joindre à son offre, toutes les indications nécessaires et complémentaires aux plans établis par la Maîtrise d'œuvre qu'elle jugera nécessaire.

Les études d'exécution à la charge du présent lot seront faites en coordination étroite avec les entrepreneurs titulaires des autres corps d'état.

Il devra en outre la mise à jour de ses plans et détails en cours de chantier, chaque fois qu'il sera nécessaire, ces documents seront à la fois sous forme papier et sous forme fichiers informatique de type DWG (graphique vectoriel).

La présente entreprise devra impérativement fournir l'ensemble des procès-verbaux et avis techniques correspondant aux prestations qu'elle devra mettre en œuvre avant leur exécution. Le fait de répondre au présent CCTP, sans observation implique qu'elle a vérifié et est en mesure de fournir les procès-verbaux des matériaux et matériels utilisés.

Les essais, réalisés à la charge de l'entreprise à la demande du Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage ou du contrôleur technique, devront être conformes aux normes et règles en vigueur. Les essais de réception et les essais de contrôle des matériaux devront être conformes aux normes et règles en vigueur.

Ils seront réalisés à la charge de l'entreprise, à la demande du Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage ou du contrôleur technique.

- Essais de contrôle des supports.
- Essais de contrôle des matériaux.
- Essais spécifiques propres à certains types d'ouvrages tels que définis ci-après.
- Essais de contrôle de conformité de mise en œuvre.

L'entreprise doit la réalisation de ses autocontrôles avec établissement de PV établis sur formulaires légaux (cas des COPREC par exemple) ou sur feuilles libres à entête en précisant la méthodologie et le principe normatif appliqué.

1.4 ETUDES D'EXECUTION

Les plans joints au dossier ne constituent en aucun cas des plans d'exécution, mais sont des schémas de principe. A ce titre, l'entreprise devra réaliser ses propres études d'exécution et produire les plans d'exécution, d'atelier et de chantier nécessaires à la réalisation de ses travaux ainsi que les plans de détails, note de calculs, etc. Tous ces documents devront être soumis à l'accord du maître d'œuvre et du bureau de contrôle avant exécution.

Le montant de cette prestation sera réputé inclus dans la proposition globale et forfaitaire de l'entreprise.

L'entreprise est tenue de vérifier les points suivants :

- Si les détails de constructions définis dans les documents du marché (plans et CCTP) sont pertinents - Si les systèmes constructifs choisis sont appropriés et s'ils présentent les caractéristiques requises à l'utilisation prévue.

1.5 DOCUMENTS ET PRESTATIONS A FOURNIR

1.5.1 AU DEBUT DU CHANTIER

Voir CCTP Commun à tous les corps d'état.

L'entreprise du présent corps d'état devra fournir au Maître d'œuvre et au contrôleur technique tous les certificats de conformité et procès-verbaux d'essai.

- Agrément des matériaux.
- Avis techniques des systèmes mis en œuvre.
- Fiche technique et provenance des matériaux.
- Les plans de repérages de mis en œuvre des différents matériaux.
- Les plans d'exécution des différents ouvrages.
- L'organigramme.
- Et divers

NOTA

Le maître d'œuvre remettra ses remarques sur des plans complets, intégrant toutes les dispositions pour l'exécution des ouvrages, réservations, coupes et détails complets. En cas de non-respect de ces remarques le maître d'œuvre sera en droit de ne pas donner suite à la vérification des documents et l'entreprise ne pourra arguer de retard dans la vérification des plans d'exécution incomplets qu'elle aura soumis au VISA du maître d'œuvre.

Ces documents seront le résultat d'une étude de coordination technique entre les divers corps d'état.

1.5.2 EN COURS DU CHANTIER

Voir CCTP Commun à tous les corps d'état.

La pose des ouvrages du présent corps d'état se fera après vérification des conditions hygrométriques du chantier, conformément aux prescriptions des DTU.

1.5.3 EN FIN DE CHANTIER

Voir CCTP Commun à tous les corps d'état.

- OPR et levée des réserves
- DOE
- DIUO

1.6 PRESCRIPTIONS GENERALES ET PARTICULIERES

1.6.1 COORDINATION INTER-ENTREPRISES

Voir CCTP Commun à tous les corps d'état.

L'entrepreneur et ses sous-traitants du présent corps d'état se mettront notamment en rapport avec :

- L'entreprise du présent lot n°01, pour la détermination des cotes d'arase de supports et la réception de ceux-ci au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- Les entreprises des divers corps d'états intéressés par la pose des ouvrages du présent corps d'état, pour la détermination des arrêts des matériaux, renforts, réservations diverses, etc...

Par ailleurs, il doit également s'assurer que les ouvrages adjacents sont compatibles avec les obligations qui lui sont imposées par la réglementation et le DTU.

1.6.2 COORDINATION - HYGIENE ET SECURITE - SANTE

L'opération est soumise à l'observation de la réglementation en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Le classement de l'opération est précisé dans le CCAP du marché et dans le PGC.

L'entreprise tiendra compte de l'intervention et des prescriptions du coordinateur santé-sécurité, en application des textes réglementaires.

Respect des dispositions et obligations réglementaires vis-à-vis du code du travail, de l'hygiène et de la sécurité, ceci dans le respect des dispositions définies dans les lois et décret désignés ci-après :

Chantiers de bâtiment et de génie civil « d'entretien usuel »

Le décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité est applicable. Il prévoit l'établissement d'un plan de prévention.

Chantiers de bâtiment et de génie civil « clos et indépendants »

Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, pris en application de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 est applicable.

L'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs

En cas de présence de plomb, d'amiante ou toute autre substance dangereuse ; l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment :

- Au décret n°2001-1016 du 5 novembre 2011 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs (article L230-2 du code du travail). Applicable à partir du 8 novembre 2002.
- A la circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 – application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Conformité aux documents établis par le coordonnateur en matière de sécurité et de la protection de la santé, ces documents faisant partie intégrante du marché :

- P.G.C.S.P.S Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé
- C.I.S.C.T Projet de règlement intérieur

Réunions de coordination en matière de sécurité et de la protection de la santé, en vue de l'établissement des documents suivants :

- Inspection commune
- P.P.S.P.S. Plan Particulier en Matière de Sécurité et de Protection de la Santé-Plan générale de coordination
- Pré DIUO Pré Dossier d'Intervention Ultérieures sur les Ouvrages

Reconnaissance du Contrôleur technique comme un représentant qualifié dûment mandaté par le Maître d'Ouvrage et dont la mission est définie dans le CCAP, conformément à la réglementation.

Respect des dispositions édictées dans le rapport initial du bureau de contrôle, ceci dans le respect des obligations définies dans les textes réglementaires en vigueur.

La mission du contrôleur technique est définie dans le CCAP.

NOTA

L'entreprise et ses sous-traitants sont censés avoir consulté les différentes pièces complémentaires au présent CCTP et avoir complété leur offre en tenant compte des incidences et responsabilités qui leur incombent.

En conséquence, tout ouvrage figurant sur les plans et non décrit et/ou localisé dans le présent document, est formellement dû et vice-versa. De même, tout ouvrage qui n'aurait pas fait l'objet d'une description ou localisation précise ni d'une représentation graphique précise mais qui découle de l'application d'un texte réglementaire ou d'un avis technique est formellement dû.

En aucun cas ils ne pourront arguer d'un supplément pour manque d'information à ce sujet. Il ne sera toléré aucune modification du projet résultant d'une mauvaise coordination inter-entreprise.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire précéder à la reprise, aux seuls frais de l'entreprise, des ouvrages qui contreviendraient aux caractéristiques définies dans les pièces du marché, sans que les entreprises puissent prétendre à l'octroi d'une rétribution supplémentaire.

1.7 CARACTERE GLOBAL ET FORFAITAIRE

Le Maître de l'Ouvrage prévoit la rémunération du marché au moyen d'un prix global et forfaitaire et d'un bordereau de prix unitaire pour l'ensemble des prestations diverses et ouvrages nécessaires, jusqu'à leur parfait fonctionnement.

Il est précisé que : les descriptifs et les plans ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, détails et dispositifs, il reste entendu que seront compris dans le prix global forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués aux plans, coupes et élévations tant aux dossiers fournis par le Maître d'œuvre que ceux fournis par les soumissionnaires, et décrits ou non dans les notices, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'Art et à la réalisation des divers locaux et dispositions indiqués dans les plans et les descriptifs.

L'entrepreneur par le fait même de soumissionner, s'étant rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, reconnaît qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles dans sa spécialité aux détails qui peuvent être omis dans les différentes pièces du dossier.

Les entrepreneurs sont réputés s'être rendu sur place autant de fois que nécessaire avant la remise de leur prix, afin de s'être exactement rendu compte de la nature et de l'importance des travaux à exécuter.

Ils ne pourront arguer d'aucune imprécision ou méconnaissance des lieux pour se justifier de travaux supplémentaires ou imprévus.

1.8 TRAITEMENT DES DECHETS DU PRESENT LOT

Tri sélectif, valorisation et élimination finale

L'entreprise doit prévoir la gestion des déchets qu'elle produit :

- Gravois provenant des démolitions de chantier, avec tri conformément au plan départemental de gestion de déchets du BTP duquel relève la commune.

Dispositions générales :

Comprenant :

- Les équipements pour l'évacuation des gravois (goulottes, vidoirs, big bag, etc.),
- Tous les coltinages, descentes et manutentions pour chargements en bennes, camions, conteneurs, etc.
- Le tri sélectif et collecte dans bennes ou conteneurs appropriés aux déchets et orientation vers les filières de recyclage et/ou de revalorisation compris tous les frais d'acheminement et d'élimination.
- Le retraitement des déchets plombés en décharge spécialisée
- Les chargements et transport en camions, bennes, conteneurs, etc.
- Les droits de décharges
- Le contrôle de l'élimination finale, conformément à la réglementation en vigueur avec production au Maître d'ouvrage d'une copie des bordereaux de suivi des déchets de chantier (loi du 27 juin 2002)
- Le nettoyage des abords du chantier
- Le nettoyage des voiries réglementaires

Les déchets seront enlevés au fur et à mesure des déposes et démolitions et ne devront en aucun cas être stockés sur le chantier.

Les déchets sont à trier suivant les trois catégories ci-après :

- Les déchets industriels dangereux : ce sont des déchets qui contiennent des éléments toxiques comme les solvants, les peintures, les décapants, les diluants, les colles, les bois traités, ... Leur limitation nécessite un traitement particulier.
- Les déchets industriels banals ; assimilables aux ordures ménagères, ils ne sont pas dangereux pour l'environnement et sont constitués de métaux, plastiques, plâtres, verres, PVC, etc.
- Les déchets inertes : ce sont des déchets qui ne se décomposent pas et qui proviennent essentiellement de chantiers (gravois, etc.),

Dispositions particulières

Selon les dispositions des lois du 15 juillet 1975, loi du 13 juillet 1992, décret du 13 juillet 1994, circulaire du 15 février 2000, loi du 27 juin 2002 (liste non exhaustive).

Les entrepreneurs s'appuieront utilement sur, notamment :

- le plan départemental de gestion des déchets du B.T.P.
- les projets d'aménagement des communes concernées par une plate-forme de stockage des déchets du B.T.P.

L'entreprise fournira le(s) bordereau(x) de suivi des déchets de chantier de bâtiment, chaque bordereau de suivi comprendra 4 exemplaires par benne, camion ou conteneur :

- exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise,
- exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur – transporteur,
- exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur,
- exemplaire n° 4 à retourner dûment complété au Maître d'ouvrage via l'Architecte du Patrimoine pour vérification et visa.

NOTA

- Les entreprises fourniront en annexe à leur offre, le(s) certificat(s) de prise en charge de leurs déchets par le(s) centre(s) qu'elles envisagent solliciter.
- Le coût d'évacuation des gravois produits par les travaux est réputé inclus dans les prix unitaires correspondants.

LOCALISATION

L'ensemble des déchets provenant des travaux du lot n°01 de la présente opération.

1.9 QUALITE ENVIRONNEMENTALE

Pour assurer la qualité environnementale du projet :

- Tous les produits et matériaux en contact avec l'air intérieur sont étiquetés A+
- Tous les bois et produits à base de bois disposent :
 - D'un label PEFC ou FSC
 - D'un niveau CTB AIR E1 ou équivalent
- Tous les vernis, colles et produits de pose disposent d'un niveau EMICODE EC1+ ou équivalent.

2. SPÉCIFICATIONS REGLEMENTAIRES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

2.1 PRESCRIPTION GENERALES

2.1.1 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

En complément des documents techniques contractuels visé l'article « Pièces constructives du marché » du CCAP, l'entrepreneur devra se référer aux documents contractuels suivants :

- Les Opuscules édités par le Ministère de la Culture – Direction du Patrimoine – Mission Technique et économique « Travaux de restauration des Monuments Historiques »,
- Les normes Françaises et Européennes et les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.), avec la réserve suivante : dans le cadre des travaux de restauration des Monuments Historiques, il sera dérogé aux stipulations des normes chaque fois que les dispositions historiques, archéologiques ou autres de l'édifice l'imposeront.

2.1.2 DOCUMENTS OFFICIELS DE REFERENCE

L'entrepreneur est tenu de prendre connaissance :

- de l'ensemble des CCTP des autres corps d'état.
- des notes liminaires CCTP Commun.
- du CCAP et ses annexes
- du PGC et ses annexes

S'agissant d'un marché forfaitaire et à bordereau de prix unitaire l'entreprise du présent marché doit toutes les sujétions de pose, préparation de ses supports, accessoires, protections de ces ouvrages, nettoyage, etc..., conformément aux DTU, Cahier des clause spéciales des DTU, Normes NF et EN en vigueur, Avis Techniques des procédés, préconisations des fabricants, préconisations du présent CCTP.

En aucun cas elle ne pourra arguer d'un manque d'information ne lui permettant pas d'achever l'ensemble de ses travaux dans les conditions générales prescrites aux CCS et conditions particulières du présent marché.

2.1.3 NATURE DE LA REGLEMENTATION

L'Entrepreneur du présent lot devra avoir pleine et entière connaissance de la réglementation relative à la construction, qui comprend les textes suivants :

Textes obligatoires dans leur domaine d'application :

- Les lois, ainsi qu'un certain nombre de textes qui font force de loi, bien qu'ils n'en portent pas le nom, notamment le Code Civil dont certains articles intéressent la construction, le Code de l'Urbanisme et de la Construction, les décrets et les arrêtés,
- Les règlements de construction ainsi que les lois et textes ministériels relatifs aux règles de construction pour la protection des bâtiments contre l'incendie, l'isolation phonique et thermique, l'accessibilité et l'adaptabilité pour les personnes handicapées, évacuation et traitement des déchets,
- Recueil des instructions techniques du répertoire des éléments utiles à l'établissement et à l'exécution des projets et marchés de bâtiments en France (REEF),
- Documents de prescriptions techniques relatifs à tous les corps d'états, établis par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB),

- Les règlements applicables au bâtiment.

2.1.4 DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES (D.T.U.)

Sont applicables aux matériaux et matériels d'une part et à l'exécution des travaux d'autre part, les prescriptions et recommandations des Cahiers des charges (ou ayant valeur de Cahiers des charges) des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.), suivies de leur Cahier des Clauses Spéciales, mémentos de conception ou mise en œuvre, additifs et erratums publiés par le CSTB.

2.1.5 NORMES

Eurocode 1 : Bases de calcul et actions sur les structures
Eurocode 2 : Calcul des structures en béton
Eurocode 3 : Calcul des structures en acier
Eurocode 4 : Calcul des structures mixtes acier-béton
Eurocode 5 : Calcul des structures en bois
Eurocode 6 : Calcul des ouvrages en maçonnerie
Documents : Techniques Unifiés / Normes Françaises et Européennes

Procès-Verbaux ou avis techniques CSTB ; ATEX ou DTA pour techniques non-traditionnelles.

Arrêtés et règles relatifs à la prévention des incendies dans les ERP et bâtiments d'habitation Code de la construction et de l'habitation.

Règlement sanitaire départemental et règles relatives à la sécurité des travailleurs et des tiers.

NOTA

L'entrepreneur connaissant parfaitement les systèmes et matériaux qu'il emploie, ne pourra arguer d'erreurs ou omissions au CCTP pour ne pas exécuter, comme étant compris dans son offre, tous les ouvrages nécessaires au parfait et complet achèvement et conservation des travaux envisagés. Les matériaux et procédés mis en œuvre étant soit des procédés dits traditionnels, soit des procédés faisant obligatoirement l'objet d'un AVIS TECHNIQUE du CSTB ou organismes équivalents agréés (CEBTP, etc.) avec mentions et conclusions favorables.

2.2 OBSERVATION SUR LA REDACTION DU C.C.T.P.

Les travaux en dépenses contrôlées feront l'objet d'attachements écrits précisant en jours et en heures le temps passé par les ouvriers de chaque catégorie et les quantités de matériaux ou fournitures mis en œuvre. Ces attachements seront établis par l'entrepreneur qui devra les soumettre, en temps opportun, pour acceptation au maître d'œuvre.

Ils engagent la responsabilité de l'entrepreneur au regard de ses travaux et des dommages pouvant être causés aux tiers, responsabilité pour laquelle l'entrepreneur doit contracter toutes assurances utiles et en justifier.

L'entrepreneur devra fournir les attachements graphiques et les photographies nécessaires à la justification des travaux en 5 exemplaires + Support numérique.

Les attachements seront cotés, datés, soumis au visa de l'Architecte du Patrimoine et distingueront les parties neuves des parties anciennes. Les décomptes définitifs devront décrire les travaux avec précision et les localiser avec exactitude. A chaque décompte (mémoire) devra être joint l'attachement figuré correspondant aux travaux décrits dans le décompte. L'apurement des comptes ne pourra être fait qu'après production de ces pièces, il en sera de même pour la réception des travaux.

Les attachements figurés seront mis en teinte en rapport à une légende de couleur qui sera adoptée et constante pour l'ensemble des documents d'un même chantier.

BILAN

Un bilan des cubes de maçonnerie sera demandé à l'entreprise en début de chantier. Il sera également mis à jour et détaillé à la fin du chantier.

Prestation incluse dans les prix unitaires.

2.3 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES – DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE

Réalisation du dossier des ouvrages exécutés (DOE) en 1 exemplaire sur support numérique y compris plans en version DWG et PDF, fourni en fin de travaux (dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux), comprenant :

- Un constat d'état des lieux

- Les constats d'évacuation des déchets
- Une note descriptive et technique sur tous les travaux réalisés
- Les techniques et les produits utilisés pour les opérations de restauration. Le nom des produits, leur conditionnement, leur mode d'application et les propriétés de ces produits seront précisés. Le nom des équipements mis en œuvre, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance, les conditions de garantie des fabricants attachés à ces équipements
- Les études et analyses effectuées par l'entreprise ou un prestataire dans le cadre de son intervention
- Les découvertes fortuites réalisées durant le chantier
- Les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire du lot,
- Un reportage photographique d'ensemble des zones traitées, avant et après intervention.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage. Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. Prestation incluse dans les prix unitaires.

2.4 PIECES A FOURNIR AVEC SON OFFRE

L'entrepreneur devra fournir en annexe de son offre les pièces suivantes en un exemplaire :

- un mémoire justificatif technique précisant la méthodologie, l'effectif, les moyens techniques et humains, les délais, les fournisseurs, etc., et toutes les dispositions particulières concernant les travaux à réaliser,
- une notice énumérant les conditions de mise en œuvre particulières entraînant des contraintes particulières pour les autres corps d'état,
- une documentation détaillée de tous les matériaux, matériels, appareillages, etc., s'ils sont différents de ceux mentionnés à titre indicatif au présent C.C.T.P.,
- le(s) certificat(s) de prise en charge de leurs déchets par le(s) centre(s) que l'entrepreneur envisage solliciter, - toutes les autres pièces que l'entrepreneur jugera utiles à l'appui de son offre,
- un engagement calendaire pour l'exécution des prestations conformément au prévisionnel de chantier.

Dans le cas de matériels et équipements particuliers, l'entrepreneur devra également joindre :

- une documentation avec toutes les caractéristiques techniques,
- une liste de références de ces matériels ou équipements.

2.5 HYGIENE SECURITE

L'opération est soumise à l'observation de la réglementation en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Le classement de l'opération est précisé dans le CCAP du marché et dans le PGC.

L'entreprise tiendra compte de l'intervention et des prescriptions du coordinateur santé-sécurité, en application des textes réglementaires.

Respect des dispositions et obligations réglementaires vis-à-vis du code du travail, de l'hygiène et de la sécurité, ceci dans le respect des dispositions définies dans les lois et décret désignés ci-après :

Chantiers de bâtiment et de génie civil « d'entretien usuel »

Le décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité est applicable. Il prévoit l'établissement d'un plan de prévention.

Chantiers de bâtiment et de génie civil « clos et indépendants »

Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, pris en application de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 est applicable.

L'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs

En cas de présence de plomb, d'amiante ou toute autre substance dangereuse ; l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment :

- Au décret n°2001-1016 du 5 novembre 2011 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, prévue par article L230-2 du code du travail.
- A la circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 – application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

3. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Le Maître d'œuvre a prescrit dans le présent CCTP des compositions de matériaux faisant appel soit aux DTU soit à des marques et produits spécifiques.

Les compositions sont mentionnées de façon générale et de façon à garantir une parfaite adéquation entre les objectifs d'usage, de confort et architecturaux.

Le présent descriptif ne prétend pas remplacer les termes des avis techniques et DTU applicables à la mise en œuvre des divers matériaux et complexes concernés.

Les entreprises dûment qualifiées sont donc réputées avoir complété leurs offres dans le respect des règles de l'art permettant d'assurer sans réserve l'ensemble des travaux dans le cadre de la Garantie Décennale et de l'obligation de résultat fait par ses engagements dans le cadre du présent marché.

Les prévisions mentionnées accompagnant les spécifications par les informations des divers matériaux et faisant l'objet des articles ci-après doivent être vérifiées et complétées par les informations particulières portées sur les plans Architecte du Patrimoine.

L'entreprise sera réputée avoir complété son offre en tenant compte de l'ensemble des pièces contractuelles et réglementaires.

GÉNÉRALITÉS

L'entreprise est censée avoir consulté les différentes pièces complémentaires au présent CCTP et avoir complété son offre en tenant compte des incidences et responsabilités qui lui incombent pour un total achèvement des travaux.

Par ailleurs elle a, avant tout début de son intervention, réceptionné ses supports et vérifié l'implantation de ses ouvrages, suivant prescriptions du présent dossier. L'entrepreneur du présent corps d'état réceptionne le trait de niveau et les supports qui lui sont livrés et fait part de ses éventuelles observations. L'entrepreneur ayant réalisé les supports exécute les travaux nécessaires pour lever les éventuelles réserves et/ou observations reconnues valables. Après réalisations de ces menus travaux de reprises, l'entrepreneur du présent corps d'état ne peut arguer du mauvais état des supports pour justifier d'un défaut de mise en œuvre de ses ouvrages.

La localisation est précisée à titre complémentaire des plans Architecte du Patrimoine, plans technique et types de finition définis dans le cadre des prestations décrites dans chacun des, autres CCTP.

En conséquence, tout ouvrage figurant sur les plans et non décrit et/ou localisé dans le présent document, est formellement dû et vice-versa. De même, tout ouvrage qui n'aurait pas fait l'objet d'une description ou localisation précise ni d'une représentation graphique précise mais qui découle de l'application d'un texte réglementaire ou d'un avis technique est formellement dû. L'entrepreneur ne pourra arguer supplément pour manque d'information ou insuffisance de localisation car il est censé avoir consulté le dossier des plans et l'ensemble des CCTP des autres corps d'état et complété son offre pour un parfait achèvement de ses travaux.

Il ne sera toléré aucune modification du projet résultant d'une mauvaise coordination inter entreprise. Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire procéder à la reprise, aux seuls frais de l'entreprise titulaire du présent corps d'état ou l'entreprise jugée responsable, des ouvrages qui contreviendraient aux caractéristiques définies dans les pièces du marché, sans que les entreprises puissent prétendre à l'octroi d'une rétribution supplémentaire.

NOTA

L'entrepreneur du présent lot devra signaler au maître d'œuvre tous travaux qu'il jugera nécessaire d'effectuer et ne figurant pas sur le présent CCTP ou sur le bordereau quantitatif ci-joint et ce au minimum huit jours avant la remise de son offre, faute de quoi il ne saurait faire prévaloir une quelconque demande de travaux supplémentaires.

3.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER

3.1.1 PANNEAU DE CHANTIER

Fourniture et pose de panneaux de chantier comprenant :

- la fabrication du panneau selon modèle décrit par ailleurs aux frais de l'entreprise,
- l'amenée sur le chantier, la pose compris toutes structures et ossatures en madrier de sapin ou équivalents nécessaires, tous les accessoires de fixation,
- maintien en bon état des panneaux pendant la durée du chantier,

- la dépose en fin de chantier et toutes les remises en état.

DATE D'INSTALLATION

Mise en place des panneaux au plus tôt dès la signature du marché et au plus tard dans un délai de quinze jours suivant la date de début des travaux fixée par le premier ordre de service

DIMENSIONS

De 1,00 x 2,50m.

LOCALISATION

** Suivant indications de l'Architecte – 1 unité*

LOCATION

** Pour la durée du chantier : 4 mois*

3.1.2 INSTALLATION ELECTRIQUE

L'entreprise devra un branchement de chantier raccordé au réseau de distribution électrique (TGBT). Installation pour la durée des travaux à partir de la ligne d'arrivée pour la zone chantier, comprenant :

- compteur de chantier,
- des armoires ou coffrets électriques de chantier pour base vie et sur emprise du chantier,
- éclairage (guirlandes à LED, détecteurs nocturne, etc...) pour zone de chantier (échafaudages),
- toutes les protections réglementaires,
- dépose, repli et remise en état des lieux.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Tout le matériel devra être conforme aux règlements en vigueur.

3 coffrets de chantier de 4 prises de courant avec disjoncteurs différentiels 30mA. Ils seront montés sur pieds, indice IP.44-IK.08, pourvus d'un arrêt d'urgence. Compris maintenance durant le chantier.

Eclairage guirlandes à LED au droit des échafaudages, des zones d'intervention intérieures.

LOCALISATION

** A prévoir suivant les recommandations du maître d'œuvre. Suivant plan des installations validé par le maître d'œuvre.*

LOCATION

** Pour la durée du chantier : 4 mois*

3.1.3 BRANCHEMENT EAU – EVACUATION

Branchement pour alimentation en eau du chantier (zone de chantier) à partir des réseaux mis à la disposition du chantier par la maîtrise d'ouvrage L'installation est à réaliser au titre du présent lot et comprend :

- l'installation d'un sous-compteur,
- l'installation en début de chantier, la dépose et la remise en état en fin de chantier,
- tous les remaniements journaliers nécessaires.

LOCALISATION

** A prévoir suivant les recommandations du maître d'œuvre. Suivant plan des installations validé par le maître d'œuvre.*

LOCATION

** Pour la durée du chantier : 4 mois*

3.1.4 AMENAGEMENT DE CHANTIER

L'entreprise du présent lot devra l'installation de tous les équipements imposés par les services et les règlements d'hygiène, de police, de la sécurité sociale et du travail dont elle est redevable envers les ouvriers, mais également envers les ouvriers des autres corps d'état intervenant sur le chantier.

Elle devra en outre se conformer aux nouvelles dispositions de la loi n°93-1418 du 31 Décembre 1993 en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier et se soumettre aux observations et stipulations du coordonnateur désigné par le responsable du marché.

Un Plan d'Installation de Chantier (PIC) sera réclamé avant toutes installations de chantier et démarrage des travaux, pour validation auprès de la Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre et SPS.

La zone d'aménagement de chantier comprenant :

1 bungalow réfectoire / réunions de chantier

- armoire de rangement,
- tables et chaises,
- un exemplaire des plans, CCTP TCE, comptes rendus, etc.,
- équipement réglementaires,
- raccordement électrique et raccordement EF - EC/EU – EV,
- extincteur,
- entretien quotidien, nettoyage complet hebdomadaire et remise en état complète à la fin du chantier, compris toutes sujétions de remplacement et de réparation su nécessaire.

1 bungalow vestiaire H/F

- armoires de rangement,
- tables et chaises,
- meuble évier et micro-onde compris raccord,
- équipement réglementaires,
- raccordement électrique et raccordement EF - EC/EU – EV,
- extincteur,
- entretien quotidien, nettoyage complet hebdomadaire et remise en état complète à la fin du chantier, compris toutes sujétions de remplacement et de réparation su nécessaire.

1 bungalow Sanitaire H/F

- sanitaire et douche H
- sanitaire et douche F
- équipement réglementaires,
- raccordement électrique et raccordement EF - EC/EU – EV,
- entretien quotidien, nettoyage complet hebdomadaire et remise en état complète à la fin du chantier, compris toutes sujétions de remplacement et de réparation su nécessaire.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Ensemble du personnel sur chantier prévisionnel : 10 personnes en moyenne.

Ces locaux seront chauffés, éclairés et conformes à la réglementation en vigueur.

Equipement électroménager (Micro-onde, frigo et divers).

Tous les locaux fermeront à clé, une boîte à clé à code sera à mettre en place pendant la durée des travaux.

Assurance dégradation.

LOCALISATION

** A prévoir suivant les recommandations du maître d'œuvre. Suivant plan des installations validé par le maître d'œuvre.*

LOCATION

** Pour la durée du chantier : 4 mois*

3.1.5 CLOTURE DE CHANTIER

Pose, dépose, location et double transport, de palissade de chantier grillagée, comprenant :

- les clôtures, hauteur 2m
- tous les ancrages nécessaires à la stabilité de l'ouvrage, notamment ancrages sur plots béton,
- une ou plusieurs parties ouvrantes pour accès (fermeture sécurisée comptée par ailleurs),
- tous les remaniements en cours de chantier en fonction de l'évolution des travaux ainsi que l'entretien courant en cours de location,
- toute publicité sur les barrières de chantier est interdite.
- la signalétique réglementaire sera mise en place : port du casque, chantier interdit au public, etc.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Zone de chantier, comprenant :

- la base vie et stockage des matériaux,
- en pied d'échafaudage,
- sur le parvis.

Serrures sécurisées

Fourniture et pose de serrures sécurisées, avec fermeture à clés ou cadenas, sur toutes les portes d'accès au chantier (zone de stockage et zone de cantonnement). La gestion de ces accès est à la charge du présent lot.

MODE DE METRE

Mètres linéaires pour la pose, dépose et double transport.

Location payée mensuellement suivant durée effective.

Début de la location à la date d'achèvement complet de l'installation.

Fin de la location comptée à partir de la date retenue par la Maitrise d'œuvre.

LOCALISATION

** Suivant plan de la maîtrise d'œuvre. En délimitation des zones de travaux et de cantonnement.*

LOCATION

** Pour la durée du chantier : 4 mois*

3.2 ECHAFAUDAGE, AGRES ET PROTECTIONS

Les échafaudages seront toujours établis conformément aux règlements de Ville et de Police et aux règlements en vigueur concernant la prévention des accidents et la sécurité des travailleurs et des tiers, ils seront réglés à l'entreprise sur la base des prix forfaitaires, ils seront conformes à la norme NFP et aux règles de sécurité du décret n° 65.48 du 8 Janvier 1965, articles 106 à 160 complété par le décret 81.989 du 30 Octobre 1981 (JO du 5 Novembre 1981).

3.2.1 ECHAFAUDAGES DE PIEDS

Pose, dépose, location et double transport, d'échafaudages verticaux de pieds, classe 5, constitués d'éléments standardisés métalliques à assemblages ou à emboîtement (40x49) comprenant :

- la fourniture de plans d'exécutions et de notes de calcul pour l'ensemble de plans d'échafaudages à faire valider par l'Architecte et à faire valider par un bureau de contrôle agréé (voir nota en fin d'article),
- les planchers de travail supérieurs et dans la hauteur tous les deux mètres en éléments standardisés pour accéder aux parements où doivent être entrepris les travaux décrits par ailleurs, compris tous garde-corps et pare gravois,
- services d'échelle et plateaux à trappe,
- les semelles de répartition des charges sous les points d'appui pour éviter tout poinçonnement sur les sols,
- les protections des couvertures par platelage,
- le montage et la mise en place des protections,
- le montage et la mise en place du matériel au niveau d'assise de l'ouvrage et dans la hauteur de cet ouvrage,
- l'installation de plancher de garantie au droit des ouvrages à restaurer pour amener sécurisée des matériaux en cours d'utilisation ou de montage,
- les ancrages nécessaires à la stabilité de l'ouvrage : fixations par tirefonds tamponnés dans les joints et accord préalable de l'Architecte,
- tunnels de protection en panneaux rigides sur ossature au-dessus des entrées et sorties,
- tous les remaniements et déplacements nécessaires en cours de chantier,
- l'éclairage ainsi que les droits de voirie, prestations incluses dans les prix unitaires,
- la location pendant la durée des travaux,
- la fourniture et la pose de filets nylon de protection au vent étanche à 50% pour les échafaudages, état neuf, compris remplacement si besoin,
- la fourniture et la pose des échafaudages complémentaires pour toutes les avancées, porte-à-faux et surplombs éventuels.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

- largeur des plateaux d'échafaudage compris entre 0.80 mètre minimum et 1 mètre maximum,
- les échafaudages mis en œuvre devront être dans un état structurel et d'aspect satisfaisant, échafaudages oxydés et souillés par des peintures anciennes interdits,
- surcharge admissible 500kg/m² (classe 5),

- partant du sol ou d'un niveau de base élevé, ces échafaudages devront être équipés de tous dispositifs contre la foudre, établis en accord avec les Services Départementaux de Sécurité. La prise de terre devra être indépendante de celle de l'édifice,
- plateaux pour intervention sur les élévations,
- treuil de levage.

Sujétions comprises :

- double transport,
- montage et démontage,
- location mensuelle, tous les remaniements et déplacements nécessaires en cours de chantiers et entretien pendant la durée du chantier.

NOTA

Les échafaudages devront être contrôlés et réceptionnés par un bureau de contrôle agréé externe à l'entreprise, à la charge du présent lot, compris toutes les mesures de vérification (en référence à la norme U.T.E.17-100) et fourniture du Procès-Verbal de contrôle pour règlement de ces ouvrages ; l'indication des charges d'utilisation, en conformité avec la présente demande au CCTP, sera appelée sur les PV de réception.

Ancrage des échafaudages uniquement dans les joints des parements ; rebouchage des trous d'ancrage après dépose des échafaudages.

Le titulaire du présent devra l'adaptation des échafaudages pour tous les autres lots à la demande.

Les échafaudages devront être réalisés avec du matériel état neuf et propre, exempt de poussières de plomb à confirmer par des tests lingettes avant livraison sur site pour montage et à la réception avant mise à disposition des autres lots.

LOCALISATION

** Suivant plan de la maîtrise d'œuvre.*

- Pour travaux sur la tourelle d'escalier : Maçonnerie (Lot 01) et pose d'une colonne sèche (Lot 03)

LOCATION

** Pour la durée du chantier : 3 mois*

3.3 TRAVAUX DE MAÇONNERIE

3.3.1 AGRANDISSEMENT PASSAGE

Travaux de modification, élargissement, des ouvertures existantes, comprenant :

- dépose partielle des linteaux bois,
- refouillement dans maçonnerie,
- création d'un portique en béton, épaisseur 15cm, compris scellement dans maçonnerie,
- complément de maçonnerie de moellon,
- remaillage de maçonnerie,
- nettoyage et enlèvement des gravois,
- toutes sujétions de coltinage et de mise en œuvre.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Portique de 15cm de largeur et d'épaisseur.

Reprise du seuil en béton propre au sol.

La tolérance d'exécution du portique sera de +/- 3mm et 3mm sous règle de 2m pour la planéité.

LOCALISATION

** Suivant plan de la maîtrise d'œuvre.*

- Agrandissement des passages dans murs de refend des combles pour mise en œuvre des portes CF – 4 unités

3.3.2 CALFEUTREMENT

Calfeutrement des passages de câbles dans maçonnerie au plâtre ou mortier de chaux afin d'atteindre un coupe-feu une heure.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Pour les percements de diamètre inférieur à 100mm hors support structurel, réalisation du percement et calfeutrement mousse au lot 04/05 et 06, calfeutrement plâtre au présent lot.

Pour les percements sur support structurel ou de diamètre supérieur à 100mm, réalisation du percement et calfeutrement plâtre au présent lot.

Pour percements existants: calfeutrement en mousse expansive au lot technique (lot 04/05/06) et en plâtre au présent lot.

LOCALISATION

** Suivant plan de la maîtrise d'œuvre.*

- *Au droit des 2 murs de refend de chaque côté de l'armoire.*
- *Réservations des lots techniques existantes ou créés, supérieures à 100mm*

3.3.3 TRAVAUX D'ACCOMPAGNEMENT – COLONNE SECHE (LOT 03)

Travaux d'accompagnement pour la mise en œuvre d'une colonne sèche par le titulaire du lot 03 – Plomberie – Colonne sèche, comprenant :

- carottages, diam 100mm,
- calfeutrement au mortier de chaux,
- reprise du bandeau en pierre de taille, passage colonne, compris taille
- installations complémentaires,
- protections,
- repli, nettoyage et enlèvements des gravois.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Le titulaire du présent lot fournira lors des études les dispositions structurelles retenues pour :

- les traversées de parois,
- les systèmes de fixation sur le cheminement vertical.

Transmission des plans de détails et notes de calculs des dispositifs structurels, prenant en compte les efforts lorsque les colonnes seront en charges.

LOCALISATION

** Suivant plan de la maîtrise d'œuvre.*

- *Carottage au R+1 et R+2 de la cage d'escalier. Emplacement à déterminer avec le titulaire du lot 03.*
- *Bandeau de la cage d'escalier entre le R+1 et le R+2.*

3.3.4 TRAVAUX D'ACCOMPAGNEMENT – ELECTRICITE (LOT 04)

Travaux d'accompagnement du lot 04 – Electricité pour passage de réseaux, comprenant :

- carottages, diam 200mm,
- carottages, 150mm,
- provision pour percements (diam entre 100 et 150mm),
- calfeutrement au mortier de chaux,
- installations complémentaires,
- protections,
- repli, nettoyage et enlèvements des gravois.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Pour les percements de diamètre inférieur à 100mm hors support structurel, réalisation du percement et calfeutrement mousse au lot 04/05 et 06, calfeutrement plâtre au présent lot.

Pour les percements sur support structurel ou de diamètre supérieur à 100mm, réalisation du percement et calfeutrement plâtre au présent lot.

Pour percements existants: calfeutrement en mousse expansive au lot technique (lot 04/05/06) et en plâtre au présent lot.

LOCALISATION

** Suivant plan de la maîtrise d'œuvre.*

- *Carottage, diam 200mm dans la sacristie. Emplacement à déterminer avec le titulaire du lot 04 – 1 unité*
- *Carottages, diam 150mm dans les combles et le beffroi. Emplacement à déterminer avec le titulaire du lot 04 – 4 unités*

3.3.5 DESCENTE EP - OPTION

Travaux de déplacement de la descente EP en place, comprenant :

- dépose en conservation du bandeau pierre existant compris dépose du chéneau plomb et descente EP,

- repose du bandeau compris adaptation, fourniture de pierre en complément, taille,
- repose du chéneau plomb compris plâtre, papier isolant et suiffage,
- dépose/repose des calades au sol,
- refouillement pour raccord au réseau existant compris tuyaux,
- installations complémentaires,
- repli, nettoyage et enlèvements des gravois.

LOCALISATION

* *Suivant plan de la maitrise d'œuvre.*

- *Déplacement de la descente existante – Façade Nord-Est de la tour d'escalier*

3.4 TRAVAUX DIVERS

3.4.1 ETAT DES LIEUX

Réalisation d'un état des lieux, par huissier, avant intervention, des intérieurs et des extérieurs et constat contradictoire après intervention compris rapports.

3.4.2 STOCKAGE

Prestations à la charge de l'entreprise, comprenant :

- suppression des stockages pirates ou dépôts «sauvages», compris nettoyage complet, notamment dans la pièce de la mezzanine accessible depuis la tribune d'orgue,
- manutention pour le déplacement des objets stockés dans la sacristie (ou autre pièce de la maison canoniale choisie par l'affectataire), de façon temporaire en attendant la création d'un espace de stockage sécurisé dans la maison canoniale.

LOCALISATION

* *Suivant plan de la maitrise d'œuvre.*

3.4.3 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

L'entreprise devra la fourniture de l'ensemble des plans d'exécution et les fiches techniques du fabricant de l'ensemble de ses ouvrages.